Le grand dessein d'Henri IV

Blandine Kriegel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rbnu/673>
DOI : 10.4000/rbnu.673
ISSN : 2679-6104

Éditeur

Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2017
Pagination : 48-51
ISBN : 9782859230678
ISSN : 2109-2761

Référence électronique

Blandine Kriegel, « Le grand dessein d'Henri IV », *La Revue de la BNU* [En ligne], 16 | 2017, mis en ligne le 01 juillet 2019, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rbnu/673> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rbnu.673>

La Revue de la BNU est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

MEMOIRES
DE
SULLY

FRANCE

LE GRAND DESSEIN D'HENRI IV

PAR BLANDINE KRIEGEL

« **L**ors qu'une ondée de pluie vous fit changer de promenoir [...] [je disais] à votre Majesté que ses desseins étant donc si hauts et si magnifiques, que de vouloir essayer de former, établir et faire subsister une certaine espèce de République universelle dans l'Europe... » (Sully en 1610). Le « Grand Dessein » d'Henri IV est exposé par son ministre dans les mémoires rédigés après la mort du roi, connus sous le titre de *Mémoires des sages et royales économies d'État, domestiques, politiques et militaires de Henry le Grand*¹.

En histoire politique, une discussion critique s'est ouverte au 20^e siècle sur les projets immédiats d'Henri IV² et l'historien André Puharré a proposé de nommer le Grand Dessein « Grand Dessein d'Henri IV et de Sully »³. Mais si la discussion sur son auteur véritable demeure ouverte, l'ensemble des mémoires publiés par Sully n'en représente pas moins l'expression incontestable de l'idée, née en France, d'une république européenne au temps de la genèse de la république des Provinces-Unies – une idée qui aura une postérité incontestable, quasi contemporaine de sa publication

puisqu'Agrippa d'Aubigné ajoute le mémoire au troisième volume de son *Histoire universelle*, et différée, en ce qu'elle inspire explicitement, au 18^e siècle, les projets de paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre (1713-1728) et de son illustre commentateur, Jean-Jacques Rousseau qui, l'un et l'autre, se réfèrent au Grand Dessein (en 1761 pour Rousseau)⁴. Kant les prolongera dans son opuscule sur la paix perpétuelle⁵. Plus près de nous encore, l'esprit du Grand Dessein est l'une des inspirations des fondateurs de l'Union européenne.

Quel était- donc ce « Grand Dessein » ? Il s'agissait d'abord de prendre en compte l'évolution définitive de la chrétienté qui n'était plus unifiée, ni pacifiée par la seule foi catholique romaine, mais divisée désormais en trois religions : romaine (catholique), protestante (luthérienne) et réformée (calviniste), pour lesquelles il fallait établir « la subsistance pacifique », en créant une configuration de diverses « dominations » (dans lesquelles ne rentraient ni la Russie, ni la Turquie). Les quinze dominations nouvelles qui redessinent la carte de l'Europe comprennent la papauté, l'Empire, la Hongrie, la Bohême, Venise (qui devraient conserver leur forme élective), la France,

l'Espagne, la Grande-Bretagne, le Danemark, la Suède, la Norvège et la Lombardie (des monarchies ou des principautés héréditaires), ainsi que des républiques mises sur le même plan que les principautés et les royaumes, celles de Suisse, de Belgique et d'Italie. Cette construction essentiellement anti-impériale est dirigée contre la Maison d'Autriche, qui devra être démembrée et réduite à l'Espagne. Dans cette mise en pièce, la Hongrie, la Pologne, la Bohême affirmeront ou renforceront leur indépendance. Le Danemark, la Norvège et la Suède deviendront séparés, la République helvétique, une république italienne du centre et du nord soumise à l'autorité du pape sont dessinées comme autant d'entités politiques nouvelles. La dernière de ces créations est évidemment la République belge des dix-sept provinces, imaginées elles aussi finalement réunies, malgré les deux arrêts d'Arras et d'Utrecht⁶ qui avaient déjà sonné la division des provinces flamandes du nord et du sud.

Dans l'esprit du Grand Dessein, ces États qui constituent une ligue « des petits » et « des moyens » contre « le grand » forgent le meilleur outil anti-impérial possible. Confédérés sur le modèle du « Conseil des Amphictyons », ils instituent des instances permanentes, un Conseil de l'Europe et des commissions... Jean Monnet et Robert Schumann sauront se souvenir du nom de ces institutions pour dessiner à leur tour l'organigramme de l'administration européenne et nommer le « Conseil de l'Europe » et la « Commission ».

Le Grand Dessein souligne également la nécessité de mettre en œuvre une politique commandée par de nouveaux principes qui ouvrent l'ère du droit international européen moderne. *Le principe de la nation*, tel qu'il a été affirmé par François Hotman dans sa *Franco-Gallia*⁷, joue ici un rôle de premier ordre, associé à la particularité linguistique reconnue aux différentes nations. Ensuite, *le principe d'égalité*, qui conduit au *principe d'équilibre* : « rendre tous les quinze grands potentats de l'Europe chrétienne à peu près d'une même égalité de puissance, royaume, richesse, étendue et domination ». C'est déjà l'idée du fameux « équilibre européen » qui ne va s'imposer réellement qu'à la fin du 17^e et au 18^e siècle. Enfin, *le principe de bannissement de la guerre d'agression et de conquête* qu'avait proclamé l'Arrêt d'Utrecht⁸, guerre à laquelle on substitue la négociation juridique qui ouvre l'accès à l'État de droit sur le plan

européen et introduit le rôle nouveau du diplomate qui va bientôt brûler la politesse au lansquenet. Bref, un certain esprit de « République universelle dans l'Europe » va continuer de prospérer d'abord dans la « république des lettres », avant de revivre au 20^e siècle comme un projet politique qui prend corps dans l'Union et la communauté européennes.

Sans doute, les idées du Grand Dessein ne sont-elles pas véritablement originales. Elles orchestrent, à la vérité sur un plan politique, les injonctions pressantes du parti de la paix et de la tolérance qui s'était constitué en Europe pour mettre un terme aux guerres de religion. Dès le début du 16^e siècle, Erasme avait rédigé la *Querela pacis* (en 1517), Juan Luis Vivès, le *De concordia et discordia* (en 1526). Le parti de la tolérance, conduit par Michel de l'Hospital en France, et Lazare de Schwendi, le conseiller « libéral » de l'empereur Maximilien, s'y essaiera à son tour. Ces hommes ont posé des jalons pour établir la diversité religieuse au sein d'une république des lettres en formation, au-delà de l'unité confessionnelle que Philippe II voulait imposer par la force. Malgré l'échec du colloque de Poissy en France, des multiples colloques de Breda, de Worms, de Cologne dans l'Empire, une série de paix partielles avait déjà été enregistrée pour freiner le déchaînement des guerres de religion tout au long du siècle. La paix de Kappel en 1531, la paix d'Augsbourg en 1555, l'édit d'Amboise en 1563, les « dispositions polonaises » en 1573, la paix de religion aux Pays-Bas en 1578, précèdent toutes le fameux édit de Nantes, qu'Henri IV allait promulguer en 1598. S'imposait, peu à peu, l'idée de la vanité d'une paix dans la seule « *christianitas* » et la nécessité à faire appel à la force de l'État. La paix de religion ne pouvait plus être seulement une paix spirituelle, mais devait devenir séculière en mobilisant les forces de la société, et politique, car l'État devait imposer, par sa puissance juridique, la liberté de conscience à tous. Le Grand Dessein franchit évidemment une étape supplémentaire, en déclarant la nécessité d'une réorganisation politique de toute l'Europe pour établir durablement cette paix qui n'est possible que si l'on se débarrasse définitivement de la domination de l'Empire.

Loin d'être oubliée ou remise, cette idée d'une république européenne assurant définitivement la paix et triomphant du despotisme s'est répandue comme une traînée de poudre au siècle des Lumières, qui va même l'élargir à l'idée d'une paix universelle. Ainsi

l'abbé de Saint-Pierre, s'inspirant du Grand Dessein et du modèle germanique de la diète, veut proposer les moyens de rendre la paix perpétuelle entre les États chrétiens. Il souhaite affaiblir le fort, fortifier le plus faible, afin de rétablir un véritable équilibre. Il faut donc une union permanente, bref, la création d'une société européenne.

Rousseau s'intéresse à son tour au projet de paix perpétuelle qui n'est possible que « par une forme de gouvernement confédérative, qui, unissant les peuples par des liens semblables à ceux qui unissent les individus, soumettent [sic] également les uns et les autres à l'autorité des lois »⁹. Il évoque le Grand Dessein, et rappelle qu'il est né au moment où « l'effroi de la puissance espagnole tenait encore l'Europe en respect » et où « chacun attendait du temps et des circonstances le moment de briser ses fers »¹⁰. L'argumentation de Rousseau est saisissante. L'unité civile de l'Europe, ce qui la différencie des autres peuples d'Asie ou d'Amérique, tient à l'Empire romain, à la religion chrétienne, à la petitesse et à la multiplicité des États. Que faudrait-il pour que la paix européenne existe ? Une confédération générale, un tribunal judiciaire, des lois communes, un contrat d'alliance, un gouvernement européen par une assemblée, la diète européenne, une armée de la confédération, une disparition des frontières intérieures.

Ces deux penseurs maintiennent en vérité l'idée du Grand Dessein, en laissant légèrement flotter les lignes géographiques, puisque l'un comme l'autre intègrent la Russie dans leur projet. Si dans le *Projet de paix perpétuelle* publié en 1795, qui vise cette fois le monde entier et plus seulement l'Europe, Kant développe un propos plus pessimiste, l'idée d'une union des États pour établir la paix en Europe dans une perspective républicaine ne mourra pas – relayée au 19^e siècle par des hommes comme Victor Hugo, persuadé de l'avenir irrésistible de ce qu'il appelle les États-Unis d'Europe. Mais il faut toujours plus de temps qu'on ne le croit pour que « le rationnel devienne réel » – en l'occurrence pour que la communauté, puis l'Union européenne voient le jour.

Le Grand Dessein est donc bien l'un des textes fondateurs de la Communauté européenne actuelle, qui eut aussi à cœur, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, d'établir une paix durable fondée sur les principes d'égalité et d'équilibre des nations

européennes, résolues à se soustraire à toute agression despotique, impériale ou féodale, dans un esprit qui est celui d'« une certaine espèce de République universelle dans l'Europe ».

NOTES

- 1— Publiés par Michaud et Poujoulat, *Nouvelle collection de mémoires pour servir à l'histoire de France depuis le XIII^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, 1837.
- 2— Friedrich Schiller, *Histoire de la guerre de Trente Ans*, traduction française Adolphe Regnier, Paris, Hachette, 1881, p. 63 : « Une nombreuse armée française, commandée par le roi en personne, devait joindre sur le Rhin les troupes de l'Union [...] marcher ensuite avec les Allemands en Italie, où la Savoie, Venise et le pape tenaient déjà prêt un puissant renfort, et renverser là tous les trônes espagnols. L'armée victorieuse devait après cela pénétrer, de la Lombardie, dans les domaines héréditaires de la maison de Habsbourg : là, favorisée par une révolte générale des protestants, elle brisait le sceptre autrichien dans tous ses États allemands [...] Pendant ce temps, les Brabançons et les Hollandais, renforcés des secours de la France, se délivreraient également de leurs tyrans espagnols [...] ».
- 3— André Puharré, *L'Europe vue par Henri IV et Sully*, Oloron-Sainte-Marie, MonHelios, 2002.
- 4— Abbé de Saint-Pierre, *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe*, Utrecht, 1713, Éditions du Linteau, 2013 ; Jean-Jacques Rousseau, *Extrait du projet de paix perpétuelle de M. l'abbé de Saint-Pierre*, [s. l.], 1761.
- 5— Immanuel Kant, *Vers la paix perpétuelle, un essai philosophique*, 1795, traduit en français par Marx Marcuzzi, Paris, Vrin, 2007.
- 6— Traité d'Arras (1579) : les provinces du sud catholiques proclament l'union des Pays-Bas avec la couronne espagnole. Les provinces du nord répliquent par l'union des Provinces-Unies.
- 7— François Hotman, *Franco-Gallia*, 1573, édition et traduction en français par Antoine Leca, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 1991.
- 8— Voir le chapitre XVII de l'Union d'Utrecht, in Jean Dumont, *Corps universel diplomatique du droit des gens*, Amsterdam, La Haye, 1726-1731, tome V, p. 324.
- 9— Voir les ouvrages cités en note 4.
- 10— « Voilà quel était en gros l'état des choses quand Henri forma le plan de la république chrétienne et se prépara à l'exécuter [...], ayant pour raison secrète l'espoir d'abaisser un ennemi redoutable [...] Le profond secret qu'il garda toute sa vie, jusqu'au moment de l'exécution, était encore aussi essentiel que difficile dans une si grande affaire [...] Il paraît que, quoiqu'il eût mis la plus grande partie de l'Europe dans son parti et qu'il fût ligué avec les plus puissants potentats, il n'eut jamais qu'un seul confident qui connût toute l'étendue de son plan... [son ministre Sully] », J.-J. Rousseau, *Jugement sur la paix perpétuelle*, in *Extrait du projet de paix perpétuelle de M. l'abbé de Saint-Pierre*, op. cit.